



SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL MUNICIPAL
du 02 avril 2026

Délibération n°2026-019

**PROCÉDURE DE DÉCLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN
COMPATIBILITÉ DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) ET DU SCHÉMA
DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCOT) – PROJET DE CENTRALE
PHOTOVOLTAÏQUE AU SOL EN LIEU ET PLACE DE L'ANCIENNE
DÉCHARGE COMMUNALE – OBJECTIFS ET MODALITÉS DE LA
CONCERTATION PRÉALABLE**

L'an deux mille vingt- six le 02 avril à 18h30 le Conseil municipal de la ville d'Aimargues, légalement convoqué s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de **Monsieur le Maire, Jean-Paul FRANC**.

Les membres présents en séance :

Jean-Paul FRANC, Michel POUJOL, Fabienne GAUDIN, Bernard JULLIEN, Martine GERAUD-COTTINO, Federico TULLO, Laure BECHARD, Martine ABELLO, Leila AMROUT, Rislène BENARBIA, Marie-Ange BONNET, Francis BREGEOT, Christine CONSTANT, Dorothee DELEUZIÈRE, Alain DUPONT, Christophe FOVET, Laurent GEVAUDAN, Sabine LOMBARD, Philippe MANGANO, Didier MONTET, Bertrand PAQUOTTE, Stéphanie URBANEJA, Véronique VAUTRIN, Nicolas VIDAL, Pascal ALVES, David DABOS, Stéphanie DEMARCQ, Benjamin MURGIS

Les membres ayant donné un pouvoir :

Sonia SANCHEZ à Stéphanie DEMARCQ

Les membres absents :

Sonia SANCHEZ

Désignation du secrétaire de séance :

Fabienne GAUDIN est désignée secrétaire de séance à l'unanimité

Rapporteur : B. JULLIEN

Vu la délibération n° 2017-043 du 27 mars 2017 approuvant le plan local d'urbanisme ;

Vu la délibération n° 2019-067 du 2 décembre 2019 approuvant la modification simplifiée du plan local d'urbanisme ;

Vu la délibération n° 2024-056 du 17 octobre 2024 approuvant la modification n°1 du plan local d'urbanisme ;

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 103-2, L. 143-44 et suivants et L. 153-54 et suivants,

Pour répondre aux objectifs gouvernementaux de déploiement prévus par la loi relative à la transition écologique pour la fin août 2015, et réaffirmés dans la loi APER du 10 mars 2015, la commune de La Peyre se propose de réaliser une centrale photovoltaïque au sol couvrant l'ancienne décharge communale, sur les parcelles cadastrées section BA n° 5,6,7,8 et 9 et section BB n°100, situées au lieu-dit La Peyre.

Cette réalisation permettra de reconverter et de valoriser des terres fortement dégradés et pollués, en vue de produire de l'électricité locale et durable à proximité d'une zone industrielle énergivore.

Ce projet de centrale photovoltaïque sera développé par deux entreprises en partenariat, Angelotti Energies et Dev'EnR, et il permettra à la commune de bénéficier de retombées locatives et fiscales par la conclusion d'un bail emphytéotique avec ces mêmes sociétés.

La mise en œuvre de ce projet implique une évolution ponctuelle et circonscrite du plan local d'urbanisme de la commune et, par voie de conséquence, du schéma de cohérence territoriale.

Il s'agit notamment de faire évoluer le zonage réglementaire du plan local d'urbanisme applicable au terrain d'assiette de l'opération des zones A et N, et d'associer le syndicat mixte du SCoT Sud Gard pour avoir une analyse collective des possibilités réglementaires en vigueur, en cours d'évolution (modification simplifiée du SCoT sur les EnR) et à venir (révision du SCoT).

Les évolutions du PLU devront porter sur :

- le règlement et le zonage : pour permettre la construction d'un équipement d'intérêt collectif répondant à une activité de service public, en zones A et N, compatible avec une activité agricole, pastorale ou forestière et sans porter atteinte à la préservation des paysages et des espaces naturels ;
- le PADD : compte tenu des orientations relatives aux mobilités douces valorisant les vues sur le grand paysage et le ruisseau de la Sériguette.

Tenant l'intérêt général que revêt ce projet pour la commune, il a été décidé de recourir à la procédure de déclaration de projet et de mise en compatibilité du schéma de cohérence territoriale et du plan local d'urbanisme prévue aux articles L. 143-44 et suivants et L. 153-54 et suivants du Code de l'urbanisme.

Cette procédure est soumise à évaluation environnementale en application de l'article R. 104-13 du Code de l'urbanisme et donnera lieu à une enquête publique.

En application des dispositions de l'article L. 103-2 du Code de l'urbanisme, il convient de définir les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de la concertation préalable.

Les objectifs poursuivis sont les suivants :

- Faire évoluer de manière ponctuelle et circonscrite le plan local d'urbanisme et le schéma de cohérence territorial pour permettre la réalisation du projet de centrale photovoltaïque porté par les sociétés Angelotti Energies et Dev'EnR ;
- Valoriser des terres anthropisées pour permettre de produire de l'électricité locale et durable ;
- Faire bénéficier la commune de retombées locatives et fiscales par la conclusion d'un bail emphytéotique avec les sociétés d'exploitation de la centrale photovoltaïque.

Par ailleurs, l'article L. 103-2 du Code de l'urbanisme dispose que pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants et autres personnes concernées.

Il est donc proposé d'organiser la concertation selon les modalités suivantes :

Envoyé en préfecture le 08/04/2026
Reçu en préfecture le 08/04/2026
Publié le 08/04/2026
ID : 030-213000060-20260402-DLB2026_019-DE

- Affichage de la présente délibération en Mairie et publication sur le site internet de la commune ;
- Publication d'un article dans le journal municipal ;
- Mise en ligne d'une page dédiée sur le site internet de la commune ;
- Création d'une adresse électronique destinée à recueillir les observations du public ;
- Mise à la disposition du public à la Mairie, pendant les jours et heures d'ouverture habituels, d'un dossier comprenant :
 - La présente délibération ;
 - Une notice de présentation des objectifs et enjeux du projet et des évolutions envisagées des documents d'urbanisme.
- Mise à disposition d'un registre papier en Mairie permettant de recueillir les observations du public.

A l'issue de la concertation préalable, le bilan en sera arrêté par délibération du Conseil Municipal

le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

Article 1 : Approuve les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation préalable afin de pouvoir l'engager ;

Article 2 : Autorise Monsieur le Maire à poursuivre la procédure ;

Article 3 : Autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Voté à la majorité

Nombre de voix pour : 24

Nombre de voix contre : 5 (Sonia SANCHEZ, Benjamin MURGIS, Stéphanie DEMARCO, Pascal ALVES, David DABOS)

Nombre d'abstentions :

Pour extrait conforme,
Aimargues, le 02 avril 2026

Le Maire,
Jean-Paul FRANC

Le secrétaire de séance
Fabienne GAUDIN

